



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.706/Add.2
26 juillet 2007

FRANÇAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-neuvième session
Genève, 7 mai-8 juin et 9 juillet-10 août 2007

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Ernest PETRIČ

CHAPITRE IV

LES RÉSERVES AUX TRAITÉS

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
B. Examen du sujet à la présente session (<i>suite</i>).....	1 – 44	2
4. Présentation du douzième rapport par le Rapporteur spécial	6 – 18	2
5. Résumé du débat.....	19 – 32	7
6. Conclusions du Rapporteur spécial	33 – 44	10

B. Examen du sujet à la présente session (*suite*)

1. À ses 2936^e, 2937^e, 2938^e, 2939^e et 2940^e séances, tenues les 13, 17, 18, 19 et 20 juillet 2007, la Commission a décidé de renvoyer les projets de directives 2.8, 2.8.1, 2.8.2, 2.8.3, 2.8.4, 2.8.5, 2.8.6, 2.8.7, 2.8.8, 2.8.9, 2.8.10, 2.8.11, et 2.8.12 au Comité de rédaction.
2. Le Comité de rédaction est appelé à tenir compte de l'interprétation du projet de directive 2.8.12 résultant d'un vote indicatif¹ et de l'analyse des dispositions de l'article 20, paragraphe 5, de la Convention de Vienne comme créant une présomption d'acceptation tacite sans que l'acceptation elle-même doive être considérée comme acquise².
3. À sa 2930^e séance le 4 juin 2007, la Commission a examiné et adopté à titre provisoire les projets de directives 3.1.5 (Incompatibilité d'une réserve avec l'objet et le but du traité), 3.1.6 (Détermination de l'objet et du but du traité), 3.1.7 (Réserves vagues ou générales), 3.1.8 (Réserves portant sur une disposition reflétant une règle coutumière), 3.1.9 (Réserves contraires à une règle de *jus cogens*), 3.1.10 (Réserves à des dispositions portant sur des droits indérogeables), 3.1.11 (Réserves relatives au droit interne), 3.1.12 (Réserves aux traités généraux de droits de l'homme) et 3.1.13 (Réserves aux clauses conventionnelles du règlement des différends ou de contrôle de la mise en œuvre du traité).
4. À ses ... et ... séances les ... août 2007 la Commission a adopté les commentaires relatifs aux projets de directives précités.
5. Le texte de ces projets de directives et les commentaires y relatifs sont reproduits à la section C.2 ci-après.

4. Présentation du douzième rapport par le Rapporteur spécial

6. En présentant son douzième rapport portant sur la procédure relative aux acceptations des réserves, le Rapporteur spécial a indiqué que ce rapport constituait en réalité la deuxième partie

¹ Le Rapporteur spécial ayant souhaité que la Commission plénière prenne une position claire sur ce problème de principe, celle-ci, à la suite d'un vote indicatif, a exprimé son soutien au maintien du principe posé dans le projet de directive 2.8.12.

² Cette interprétation a été acquise par consensus.

de son onzième rapport (A/CN.4/574). Le point de départ de ce rapport était le paragraphe 5 de l'article 20 des Conventions de Vienne dont le projet de directive 2.8³ ne reprend pas mot pour mot la formulation mais l'idée principale en posant le principe de l'acceptation tacite des réserves. Il précise aussi les conditions dans lesquelles l'absence d'objection est acquise, soit parce que l'État ou l'organisation internationale contractant aurait fait une déclaration expresse (acceptation expresse) en ce sens, soit parce que l'État garde le silence (acceptation tacite). Le Rapporteur spécial ne pensait pas que la distinction entre les acceptations tacites des réserves d'une part (résultant du silence gardé par un État qui ratifie alors que la réserve a déjà été faite) et les acceptations implicites (résultant du silence gardé pendant douze mois à la suite de la formulation de la réserve) d'autre part avait des effets concrets. Dans les deux cas le silence vaut acceptation et cette distinction n'a pas lieu de faire l'objet d'une directive dans le Guide de la pratique. En outre, il n'y a pas lieu de prendre en considération ici les clauses conventionnelles qui autorisent expressément une réserve d'acceptations anticipées. Ces clauses excluant la nécessité d'une acceptation dérogent au droit commun des réserves.

7. Le projet de directive 2.8.1 *bis*⁴ reprenait au fond les dispositions du projet de directive 2.6.13. Comme la Commission avait renvoyé ce dernier au Comité de rédaction, le projet de directive 2.8.1 *bis* lui paraissait superflu.

³ 2.8 Formulation des acceptations des réserves

L'acceptation d'une réserve résulte de l'absence d'objection à la réserve formulée par un État ou une organisation internationale de la part d'un État contractant ou d'une organisation internationale contractante.

L'absence d'objection à la réserve peut résulter d'une déclaration unilatérale en ce sens [(acceptation expresse)] ou du silence gardé par un État contractant ou une organisation internationale contractante dans les délais prévus à la directive 2.6.13 [(acceptation tacite)].

⁴ 2.8.1 *bis* Acceptation tacite des réserves

À moins que le traité n'en dispose autrement [ou que, pour une autre raison, une acceptation expresse soit requise], une réserve est réputée avoir été acceptée par un État ou une organisation internationale si ces derniers n'ont pas formulé d'objection à la réserve, soit à l'expiration des douze mois qui suivent la date à laquelle ils en ont reçu notification, soit à la date à laquelle ils ont exprimé leur consentement à être liés par le traité, si celle-ci est postérieure.

8. Quant au projet de directive 2.8.1⁵, il avait le mérite de montrer que les acceptations et les objections aux réserves sont les deux faces d'une même médaille. On pourrait seulement s'interroger sur l'utilité de maintenir l'expression «À moins que le traité n'en dispose autrement» figurant aussi au paragraphe 5 de l'article 20 de la Convention de Vienne. Son maintien pourrait servir à indiquer que les États négociant le traité pouvaient modifier le délai de douze mois, simple règle coutumière, susceptible de dérogation.

9. Le projet de directive 2.8.2⁶ illustre le cas des conventions multilatérales à participation restreinte (visées au paragraphe 2 de l'article 20 des Conventions de Vienne) où l'exigence d'une acceptation unanime ne devrait pas être remise en cause par un nouvel État contractant qui s'opposerait à la réserve. L'objectif de l'acceptation tacite assurant la clarté et la stabilité des relations conventionnelles ne serait pas atteint si chaque nouvelle adhésion risquait d'entraîner la mise en cause de la participation de l'auteur de la réserve au traité.

10. Le projet de directive 2.8.3⁷ prévoit que l'acceptation expresse des réserves peut intervenir à tout moment avant ou même après le délai de douze mois.

11. Les projets de directives 2.8.4⁸ et 2.8.5⁹ traitent respectivement de la forme et de la procédure des formulations des acceptations expresses.

⁵ 2.8.1 Acceptation tacite des réserves

[À moins que le traité n'en dispose autrement, une] [Une] réserve est réputée avoir été acceptée par un État ou une organisation internationale si ces derniers n'ont pas formulé d'objection à la réserve conformément aux directives 2.6.1 à 2.6.14.

⁶ 2.8.2 Acceptation tacite d'une réserve nécessitant l'acceptation unanime des autres États et organisations internationales

Une réserve nécessitant l'acceptation unanime des parties pour produire ses effets est réputée avoir été acceptée par tous les États ou organisations internationales contractants ou ayant qualité pour devenir parties, si ces États et organisations n'ont pas formulé d'objection à la réserve à l'expiration des douze mois qui suivent la date à laquelle ils en ont reçu notification.

⁷ 2.8.3 Acceptation expresse d'une réserve

Un État ou une organisation internationale peut à tout moment accepter expressément une réserve formulée par un autre État ou une autre organisation internationale.

12. Le projet de directive 2.8.6¹⁰ reprend, en les adaptant légèrement, la disposition du paragraphe 3 de l'article 23 des Conventions de Vienne.
13. Les projets de directives 2.8.7 à 2.8.11 s'efforcent de résoudre les problèmes particuliers à l'acceptation des réserves à l'acte constitutif d'une organisation internationale.
14. Le projet de directive 2.8.7¹¹ reproduit le texte intégral du paragraphe 3 de l'article 20 des Conventions de Vienne bien que le Rapporteur spécial fût conscient que ce principe est loin de résoudre tous les problèmes qui se présentent, en commençant par celui de la définition de l'«acte constitutif d'une organisation internationale». Le Rapporteur spécial n'était pas favorable à faire une distinction entre les règles applicables aux réserves à des dispositions institutionnelles et celles applicables aux réserves à des dispositions substantielles du même traité parce qu'il n'est pas aisé de faire le tri entre ces deux types de dispositions qui coexistent parfois dans un même article. Au surplus l'article 20 ne fait pas une telle distinction.
15. En revanche, le Rapporteur spécial pensait qu'il fallait se pencher sur une question que les Conventions de Vienne laissent sans réponse, celle de savoir si l'acceptation exigée par l'organe compétent de l'organisation doit être expresse ou peut être tacite. Le Rapporteur spécial était

⁸ 2.8.4 Forme écrite des acceptations expresses

L'acceptation expresse d'une réserve doit être formulée par écrit.

⁹ 2.8.5 Procédure de formulation des acceptations expresses

Les projets de directives 2.1.3, 2.1.4, 2.1.5, 2.1.6 et 2.1.7 s'appliquent *mutatis mutandis* aux acceptations expresses.

¹⁰ 2.8.6 Inutilité de la confirmation d'une objection faite avant la confirmation formelle de la réserve

Une acceptation expresse d'une réserve par un État ou une organisation internationale avant la confirmation de celle-ci, conformément au projet de directive 2.2.1, n'a pas besoin d'être elle-même confirmée.

¹¹ 2.8.7 Acceptation d'une réserve à l'acte constitutif d'une organisation internationale

Lorsqu'un traité est un acte constitutif d'une organisation internationale et à moins qu'il n'en dispose autrement, une réserve exige l'acceptation de l'organe compétent de cette organisation.

d'avis que l'acceptation de la réserve par l'organe compétent de l'organisation ne se présume pas en tenant compte de la nature particulière des actes constitutifs et c'est ce principe que le projet de directive 2.8.8¹² consacre.

16. Le projet de directive 2.8.9¹³ essaie de combler une autre lacune des Conventions de Vienne, à savoir la définition même de l'«organe compétent» pour accepter les réserves. Cette disposition, qui systématise une pratique rare, est cependant loin de résoudre tous les problèmes qui peuvent se présenter à cet égard, dont un des plus épineux concerne le cas de formulation des réserves avant l'entrée en vigueur de l'acte constitutif et donc avant qu'il existe un organe compétent pour apprécier l'admissibilité de la réserve. C'est à cette problématique que répond le projet de directive 2.8.10¹⁴ qui prévoit que, si une réserve est formulée avant l'entrée en vigueur de l'acte constitutif, la réserve exige l'acceptation de l'ensemble des États et organisations internationales intéressés, même si cette formulation mérite sans doute d'une revue.

17. Le projet de directive 2.8.11¹⁵ aborde un autre problème qui n'est pas résolu par les Conventions de Vienne, à savoir celui qui consiste à se demander si l'exigence d'une acceptation

¹² **2.8.8 Absence de présomption d'acceptation d'une réserve à un acte constitutif**

Aux fins de l'application de la directive 2.8.7, l'acceptation de l'organe compétent de l'organisation ne se présume pas. La directive 2.8.1 n'est pas applicable.

¹³ **2.8.9 Organe compétent pour accepter une réserve à un acte constitutif**

L'organe compétent pour accepter une réserve à l'acte constitutif d'une organisation internationale est celui qui a compétence pour se prononcer sur l'admission de l'auteur de la réserve au sein de l'organisation ou, à défaut, pour interpréter l'acte constitutif.

¹⁴ **2.8.10 Acceptation d'une réserve à l'acte constitutif d'une organisation internationale dans le cas où l'organe compétent n'est pas encore constitué**

Dans les cas prévus à la directive 2.8.7 et lorsque l'acte constitutif n'est pas encore entré en vigueur, la réserve exige l'acceptation de l'ensemble des États et organisations internationales intéressés. La directive 2.8.1 reste applicable.

¹⁵ **2.8.1 Faculté pour les membres d'une organisation internationale d'accepter une réserve à l'acte constitutif**

La directive 2.8.7 n'exclut pas la faculté pour les États ou les organisations internationales membres d'une organisation internationale de prendre position sur la validité ou l'opportunité

expresse des réserves à l'acte constitutif d'une organisation internationale exclut la possibilité pour les États de se prononcer individuellement sur la réserve. Des considérations en sens contraire peuvent être avancées mais le Rapporteur spécial pensait qu'il serait utile de connaître les positions des États et organisations internationales contractants même si ces positions étaient dépourvues d'effets juridiques. Ces positions pourraient aider l'organe compétent lui-même à prendre position et être l'occasion d'un dialogue réservataire.

18. Finalement le projet de directive 2.8.12¹⁶ propose de consacrer le caractère définitif et irréversible des acceptations des réserves. Dans le silence des Conventions de Vienne, le Rapporteur spécial pensait qu'il serait contraire au but et à l'objet du paragraphe 5 de l'article 20 des Conventions de Vienne d'admettre qu'une fois qu'une acceptation est acquise, l'État ou l'organisation internationale acceptant peut revenir sur son acceptation, ce qui serait contraire au principe général de la bonne foi et risquerait de poser de graves problèmes de sécurité juridique en relation avec la participation de l'État réservataire au traité.

5. Résumé du débat

19. En ce qui concerne le projet de directive 2.8, on a fait remarquer que les mots entre crochets devraient être retenus aux fins d'une plus grande clarté. Sa rédaction pourrait aussi être simplifiée. Il a aussi été relevé que la nette prédominance de l'acceptation tacite correspondait plutôt à la pratique habituelle qu'à une règle. L'avis a aussi été exprimé qu'il serait utile d'établir une directive sur l'acceptation implicite, prévue à l'article 20, paragraphe 5, des Conventions de Vienne, ou, en tout cas de faire la distinction entre acceptations implicite et tacite.

20. Selon un autre point de vue il n'y avait pas lieu de recourir à la distinction entre acceptation implicite et acceptation tacite mais il fallait employer un seul terme pour signifier l'absence d'objection expresse. L'avis a aussi été exprimé que la Convention de Vienne ne semblait pas exclure la possibilité de formuler une acceptation d'une réserve avant l'expression

d'une réserve à l'acte constitutif de l'organisation. Une telle appréciation est dépourvue par elle-même d'effets juridiques.

¹⁶ 2.8.12 Caractère définitif et irréversible des acceptations des réserves

L'acceptation d'une réserve faite expressément ou tacitement est définitive et irréversible. Elle ne peut ni être retirée ni modifiée postérieurement.

du consentement à être lié par le traité. Dans ce cas-là une telle acceptation produirait des effets seulement lorsque des relations bilatérales étaient établies entre l'État réservataire et l'État ayant accepté la réserve. Il a aussi été relevé que l'expression «réputée avoir été acceptée» figurant dans l'article 20, paragraphe 5 des Conventions de Vienne signifiait plutôt une détermination qu'une «présomption». À l'inverse, selon un autre point de vue, l'absence d'objection renvoyait plutôt la notion de présomption et il fallait remplacer par «présomption d'acceptation» les mots «acceptation tacite» dans les directives 2.8, 2.8.1, 2.8.1 *bis* et 2.8.2. En outre, il était entendu que cette présomption était applicable seulement lorsque les réserves étaient valides au sens de l'article 19 de la Convention de Vienne.

21. Quelques membres ont exprimé leur préférence pour la version «simplifiée» du projet de directive 2.8.1, parce qu'il n'y avait pas lieu de répéter le projet de directive 2.6.13 puisque ce dernier était déjà renvoyé au Comité de rédaction. Plusieurs autres membres en revanche ont exprimé leur préférence pour la version incluse dans le projet de directive 2.1.8 *bis* pensant qu'elle était plus claire et pratique. Les mots entre crochets devraient aussi être retenus du fait de leur plus grande conformité avec le cinquième paragraphe de l'article 20 des Conventions de Vienne. On a aussi évoqué le cas d'un État ou d'une organisation internationale devenant partie à un traité sans formuler d'objection à une réserve avant l'expiration de la période de douze mois. Dans ce cas-là, on a fait remarquer que l'État ou l'organisation internationale avait encore la possibilité de formuler une objection jusqu'à l'expiration de la période de douze mois, conformément à la lettre de l'article 20, paragraphe 5, de la Convention de Vienne.

22. À propos du projet de directive 2.8.2, certains membres ont exprimé leur préoccupation en ce qui concerne la possibilité d'acceptation d'une réserve par des États ou organisations internationales qui n'étaient pas encore parties au traité. On a même évoqué la solution d'un projet de directive additionnel afin de clarifier ce point. On a aussi fait observer que ce projet de directive ne paraissait pas être conforme avec la Convention de Vienne, dans la mesure où il limitait l'acceptation tacite d'une réserve à la période de douze mois suivant la notification de la réserve, sans prendre en considération le fait qu'un État pourrait formuler une objection à la réserve au moment de l'expression de son consentement à être lié par le traité, même si celui-ci était postérieur à la période de douze mois.

23. Plusieurs membres ont soutenu les projets de directives 2.8.3, 2.8.4, 2.8.5 et 2.8.6, avec quelques modifications rédactionnelles. À propos du projet de directive 2.8.4 on a exprimé quelques doutes sur le caractère absolu de ce projet.
24. S'agissant du projet de directive 2.8.7, on a fait observer qu'en remplaçant le mot «lorsque» par «dans la mesure où» on pourrait résoudre le problème de la distinction entre les dispositions substantielles et les dispositions à caractère constitutionnel.
25. Quant au projet de directive 2.8.8, on a fait observer qu'il serait préférable de préciser que l'acceptation doit être exprimée par écrit, si telle était l'intention de ce projet de directive. Si au contraire il se réfère à une décision de l'organisation internationale, on avait des doutes que cette procédure correspondît à la pratique. En outre, il n'était pas clair quelles dispositions du projet de directive 2.8.1 n'étaient pas applicables.
26. Quelques membres se sont demandé si le projet de directive 2.8.9 était vraiment nécessaire étant donné que l'organe compétent pour accepter une réserve à l'acte constitutif d'une organisation relevait des règles internes de l'organisation ou des membres de celle-ci. L'avis a aussi été exprimé qu'il faut distinguer entre organes ayant compétence pour se prononcer sur l'admission de l'auteur de la réserve au sein de l'organisation et organes compétents pour interpréter l'acte constitutif.
27. En ce qui concerne le projet de directive 2.8.10, on s'est demandé si l'existence de deux systèmes d'acceptation des réserves à un acte constitutif d'une organisation internationale, selon que cette acceptation a lieu avant ou après l'entrée en vigueur dudit acte, ne menaçait pas la sécurité juridique. Il faudrait peut-être prévoir qu'une telle réserve requerrait l'acceptation par tous les signataires du traité.
28. On a aussi exprimé la préférence pour remplacer le mot «intéressés» par les termes «qui ont exprimé leur consentement à être liés par les traités» aux fins de précision et de clarté. On s'est demandé ce qui arriverait au cas où tous les États qui ratifient l'instrument le feraient en formulant une réserve.
29. Quant au projet de directive 2.8.11, on a fait observer que le mot anglais «right» ne correspondait pas au mot original français «faculté». D'autres améliorations rédactionnelles

pourraient aussi être apportées à ce projet. On a aussi fait observer que la phrase «dépourvue d'effets juridiques» était soit trop catégorique soit superflue. Une appréciation pourrait avoir la valeur d'une déclaration interprétative et contribuer au «dialogue réservataire», ou d'une déclaration politique. Le fait que l'organe compétent de l'organisation avait accepté la réserve n'empêchait pas les États de formuler des objections et la question des effets juridiques de celles-ci devait rester ouverte.

30. En ce qui concerne le projet de directive 2.8.12, il a été relevé que la période de douze mois après laquelle l'acceptation d'une réserve était considérée comme irréversible devrait valoir également pour les acceptations expresses et les acceptations tacites. Pendant cette période les États devraient pouvoir retirer leur acceptation d'une réserve et ce régime serait conforme à celui adopté pour les objections.

31. L'avis a aussi été exprimé que, dans certains cas, si par exemple l'État ayant accepté la réserve constatait qu'elle avait des répercussions beaucoup plus vastes ou si une interprétation judiciaire lui donnant un sens tout différent de celui qu'elle avait au moment où elle était faite, ou encore un changement fondamental des circonstances intervenait, l'État ayant accepté la réserve devrait pouvoir reconsidérer sa position.

32. Selon un autre point de vue dans ces cas-là, la réaction de l'État ayant accepté la réserve devrait être une déclaration expliquant et interprétant les conditions de son acceptation.

6. Conclusions du Rapporteur spécial

33. Le Rapporteur spécial a constaté que, malgré le caractère technique et aride du sujet, tous les intervenants étaient favorables au renvoi des projets de directives 2.8 à 2.8.12 au Comité de rédaction. Plusieurs suggestions des membres de la Commission, étant d'ordre rédactionnel ou de traduction, le Comité de rédaction était compétent pour se prononcer.

34. D'autre part, il lui a semblé que la variante proposée dans le projet de directive 2.8.1 *bis* avait la préférence; la question qui ne soulevait aucun problème de principe pourrait être encore tranchée au Comité de rédaction. Il était d'accord avec l'affirmation qui consistait à considérer que l'expression «si celle-ci est postérieure» (figurant dans l'article 20, par. 5 des Conventions de Vienne) impliquait nécessairement que les États et les organisations internationales

contractantes bénéficiaient au minimum d'un an pour se prononcer sur une réserve. Mais il doutait que cette hypothèse doive avoir une incidence sur la rédaction du projet de directive 2.8.1.

35. Il en allait différemment des observations formulées à propos du projet de directive 2.8.2 qui l'ont amené à la conclusion qu'il fallait distinguer entre quatre hypothèses: a) si un traité subordonne sa propre entrée en vigueur à la ratification unanime des signataires, le principe posé à l'article 20, paragraphe 5 de la Convention de Vienne s'applique sans aucun doute, puisque le traité ne pourra pas entrer en vigueur avant que tous les signataires l'aient ratifié sans s'être opposés à la réserve. Les autres hypothèses sont plus délicates: b) l'une est relative à la question de savoir si, pour une autre raison, la réserve doit être acceptée par toutes les parties; c) une autre ayant trait aux États ou organisations internationales qui ont vocation à devenir partie, le Rapporteur spécial pensait que, si l'on voulait rester fidèle à l'esprit de l'article 20, il fallait admettre que ceux-ci ont douze mois à compter de la notification pour ratifier et qu'à cette occasion, ou dans la période de temps qui reste à courir dans le délai de douze mois, ils pouvaient éventuellement ne pas accepter la réserve; d) dans l'hypothèse où le traité n'est pas en vigueur, les parties peuvent prendre position sur la réserve pendant toute la période qui va de la notification jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après la notification, soit jusqu'à l'entrée en vigueur si celle-ci est postérieure. Mais dans tous les cas le Rapporteur spécial était d'avis que c'était toujours soit le projet de directive 2.8.1 soit le projet de directive 2.8.2 qui s'appliquait. Le Comité de rédaction pourrait encore se pencher sur ces questions et déterminer à quelle hypothèse chacun de ces projets de directives devait être rattaché, en ayant à l'esprit la nécessité de sauvegarder les relations conventionnelles.

36. En revanche, le Rapporteur spécial estimait que la question de savoir s'il fallait plutôt parler, à propos des projets de directives 2.8, 2.8.1 et 2.8.2, de «présomption d'acceptation tacite» plutôt que d'«acceptation tacite» ne constituait pas un simple problème de rédaction. En effet, il avait été convaincu que le silence gardé pendant douze mois ou jusqu'à la ratification créait une simple présomption d'acceptation par le fait que la réserve pouvait se révéler illicite pour diverses raisons, comme par exemple du fait de son incompatibilité avec l'objet et le but du traité. Cette position de principe était aussi seule compatible avec l'article 20, paragraphe 5, de la Convention de Vienne qui dit que la réserve est «réputée avoir été acceptée».

37. À propos du projet de directive 2.8.3, le Rapporteur spécial était convaincu que l'ajout du mot «contractant» après l'expression «un État ou une organisation internationale» serait pris en compte par le Comité de rédaction.

38. Les doutes au sujet du projet de directive 2.8.4 lui paraissaient injustifiés; en plus ils remettaient en cause l'un des postulats fondamentaux sur lesquels était fondé le projet, à savoir le respect du texte de Vienne, dont l'article 23, paragraphe 1, exige expressément qu'il soit fait par écrit.

39. Il n'était pas non plus favorable à une proposition relative au projet de directive 2.8.6 visant à opérer une distinction entre les dispositions institutionnelles et les dispositions de fond de l'acte constitutif d'une organisation internationale. La pratique n'est pas en ce sens, sans tenir compte des problèmes théoriques et pratiques que cette distinction entraînerait.

40. Le Rapporteur spécial ne pensait pas qu'il faudrait se référer aux règles de l'organisation dans le cadre du projet de directive 2.8.8 car c'était la transparence du processus et la certitude devant en résulter qui importaient ici.

41. En ce qui concerne le projet de directive 2.8.9, le Rapporteur spécial était convaincu qu'il convenait au contraire de poser le principe de la détermination de l'organe compétent par les règles de l'organisation, même si cela ne suffisait pas; la rédaction actuelle conservait son intérêt dans l'hypothèse où l'acte constitutif ne disait rien.

42. Quant au projet de directive 2.8.10, il pensait que substituer l'expression «États et organisations internationales contractants» à «États et organisations internationales intéressés» risquait de susciter des difficultés; il serait peut-être préférable de se référer aux États et organisations internationales «signataires».

43. S'agissant du projet de directive 2.8.11, il était d'accord que son titre ne correspondait pas à son contenu et il fallait réfléchir à une nouvelle formulation. Il reconnaissait aussi qu'il fallait revoir l'expression sur les effets juridiques afin de ne pas donner l'impression que les membres de l'organisation internationale peuvent remettre en cause la position adoptée par l'organe compétent, laquelle s'impose à tous, et d'éviter la formulation actuelle au profit d'une approche

moins exclusivement négative, comme par exemple l'expression «sans préjudice des effets qui pourraient résulter de son exercice».

44. Se tournant finalement au projet de directive 2.8.12, le Rapporteur spécial ne voyait aucune raison pour qu'il faille aligner le régime juridique des acceptations expresses sur celui des acceptations tacites. Un État qui avait pris l'initiative que rien ne lui imposait de faire une déclaration formelle acceptant une réserve ne pouvait pas revenir sur cet acte, même s'il était fait avant l'expiration du délai de douze mois. Ceci ne serait ni justifié par le texte de la Convention de Vienne ni conforme au principe de la bonne foi. En outre, une acceptation pouvait produire des effets fondamentaux sur la situation de l'État réservataire à l'égard du traité et la possibilité de revenir sur cette acceptation serait un facteur très déstabilisant du point de vue de la sécurité des relations juridiques. Il n'était pas non plus d'accord avec la suggestion qu'il devrait être possible de revenir sur une acceptation expresse au cas où elle aurait été faite sur la base d'une interprétation particulière du traité contredite, plus tard, par une interprétation juridictionnelle. Cette dernière n'avait que l'autorité relative de la chose jugée et, dans ce cas-là, l'État ayant accepté la réserve pourrait recourir à la formulation d'une déclaration interprétative qui pouvait être formulée à tout moment, conformément au projet de directive 2.4.3.
